



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
(NOMINATIFS)
N°039 DU 26/03/2024

PUBLIÉ LE 26 MARS 2024

Sommaire

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations / Direction

- DDETSPP-DIR-2024075-0001 - Arrêté du 15 mars 2024 fixant la composition de l'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation du département de l'Aube. (2 pages) Page 3

Direction départementale des territoires / Service agriculture et espace rural / bureau foncier et appui aux exploitants

- DDT-SAER 2024086-0002 - Arrêté du 26 mars 2024 portant autorisation au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime de prise de contrôle de la société SCEA DE L'AVENIR. (1 page) Page 6
- DDT-SAER 2024086-0003 - Arrêté du 26 mars 2024 portant autorisation au titre de l'article L.333-3 du code rural et de la pêche maritime de prise de contrôle de la société SARL BIO'SEINE. (1 page) Page 8
- DDT-SAER 2024086-0004 - Arrêté du 26 mars 2024 portant autorisation au titre de l'article L.333-3 du code rural et de la pêche maritime de prise de contrôle de la société SCEV CHAMPAGNE DIDIER LANGRY. (1 page) Page 10

Direction départementale des territoires / Service agriculture et espace rural / Bureau forêt chasse

- DDT-SAER 2024085-0001 - Arrêté du 25 mars 2024 portant sur la distraction du régime forestier de parcelles propriétés de la commune de BALNOT-SUR-LAIGNES. (2 pages) Page 12

Direction départementale des territoires / Service eau biodiversité / Pôle ressource en eau et milieux aquatiques

- DDT-SEB-PREMA-2024082-0001 - Arrêté du 22 mars 2024 portant régularisation administrative du plan d'eau "Etang Cot-Franc" à Ville-sur-Arce, propriété de M. Jérôme Coessens. (6 pages) Page 15

Direction départementale de l'emploi, du travail,
des solidarités et de la protection des
populations

DDETSPP-DIR-2024075-0001 - Arrêté du 15 mars
2024 fixant la composition de l'observatoire
d'analyse et d'appui au dialogue social et à la
négociation du département de l'Aube.

ARRETE N° DDETSPP-DIR-2024075-0001

**Arrêté fixant la composition de l'observatoire d'analyse et d'appui
au dialogue social et à la négociation
du département de l'Aube**

Le Directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aube

Vu les articles L.2234-4 à L.2234-7 et R 2234-1 à R 2234-4 et D 2622-4 du code du travail,

Vu l'arrêté interministériel du 22 mars 2021 portant nomination de Monsieur Laurent DLEVAQUE sur l'emploi de directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Aube à compter du 1^{er} avril 2021,

Vu la décision du Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la région Grand Est en date du 28 janvier 2022 relative à la liste des organisations syndicales pouvant désigner un membre au sein des observatoires départementaux d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation de la région Grand Est,

Vu les désignations de leurs représentants effectuées par les organisations professionnelles, interprofessionnelles ou multi professionnelles d'employeurs représentatives au niveau national et par les organisations syndicales de salariés considérées comme représentatives au titre des articles susvisés dans le département,

Arrête

Article 1^{er} : L'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation de l'Aube est composé, outre le Directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la protection des populations de l'Aube ou de son suppléant, de la façon suivante :

- **Au titre du MEDEF :**
 - Titulaire : M. Erwan BOUDET
 - Suppléante : Mme Laure SAI
- **Au titre de la CPME :**
 - Titulaire : M. Jean-Dominique REGGAZONI
 - Suppléante : Mme Marjorie SOLMON
- **Au titre de l'U2P :**
 - Titulaire : M Georges BELL
 - Suppléante : Mme Anjelika MORENO
- **Au titre de l'UDES :**
 - Titulaire : Mme Brigitte MARION
 - Suppléant : M Victor MEURVILLE
- **Au titre de la CFDT :**
 - Titulaire : M Bruno CARREAU
 - Suppléante : Mme Marine BOULACHIN

- **Au titre de la CFE-CGC :**
 - Titulaire : M. Alain LECLAIRE
 - Suppléant : M. Patrick VARNARET

- **Au titre de la CFTC :**
 - Titulaire : Mme Myriam KUROWSKI
 - Suppléant : M. Manuel RIBEIRO

- **Au titre de la CGT-FO :**
 - Titulaire : Mme Stéphanie PEYROUSE

- **Au titre de l'UNSA :**
 - Titulaire : M. Daniel PUIGMAL
 - Suppléant : Mme Carla GABRIEL

Article 2 : Le présent arrêté annule et remplace à compter du 15 mars 2024 l'arrêté N° DDETSPP-DIR2022-081-0004 du 22 mars 2022.

Article 3 : Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aube est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Fait à Troyes, le 15 mars 2024

Le Directeur départemental de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aube,



Laurent DLÉVAQUE

Voie de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de 2 mois auprès de Monsieur le Président du Tribunal Administratif 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG

L'arrêté contesté doit être joint au recours.

Direction départementale des territoires

DDT-SAER 2024086-0002 - Arrêté du 26 mars
2024 portant autorisation au titre de l'article L.
333-3 du code rural et de la pêche maritime de
prise de contrôle de la société SCEA DE
L'AVENIR.

**Arrêté préfectoral n° 2024086-0002
portant autorisation au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime de prise de
contrôle de la société SCEA DE L'AVENIR**

La préfète du département de l'Aube

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivants ;

Vu le décret du 30/03/2022 portant nomination de Cécile DINDAR en qualité de préfète de l'Aube ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PCICP2022117-0022 du 27 avril 2022 portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Jean-François HOU, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-DIR-2023-356-001 du 22 décembre 2023 portant subdélégation de signature à M. Laurent BOULLANGER, chef du service agriculture et espace rural, ou en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Sylvette GUBLIN, adjointe au chef de service ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 2023/264 du 19/06/2023 fixant le seuil d'agrandissement significatif ;

Vu la demande d'autorisation au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime présentée par la société SCEA DE L'AVENIR (SIREN 419483227) du 01/02/2024 ;

Vu l'avis favorable de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural de l'Aube du 19/03/2024 .

Considérant que l'opération permet l'installation d'une jeune agricultrice de 32 ans ;

Considérant qu'à l'issue de l'opération, la surface totale contrôlée par Mme HALLEZ-COUSIN et M. COUSIN agissant de concert sera de 147 ha/UTA soit une surface inférieure au seuil d'agrandissement excessif fixé par le SDREA Grand Est ;

ARRÊTE

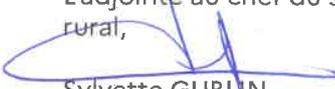
Article 1^{er} : L'autorisation n° OS 10 24 0234 01 au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime est accordée à Mme HALLEZ-COUSIN Charlotte et à M. COUSIN Etienne.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **26 MARS 2024**

Pour la préfète, par délégation,
le directeur départemental des territoires,
par subdélégation
L'adjointe au chef du service agriculture et espace
rural,


Sylvette GUBLIN

Direction départementale des territoires

DDT-SAER 2024086-0003 - Arrêté du 26 mars 2024 portant autorisation au titre de l'article L.333-3 du code rural et de la pêche maritime de prise de contrôle de la société SARL BIO'SEINE.

**Arrêté préfectoral n° 2024086-0003
portant autorisation au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime de prise de
contrôle de la société SARL BIO'SEINE**

La préfète du département de l'Aube

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivants ;

Vu le décret du 30/03/2022 portant nomination de Cécile DINDAR en qualité de préfète de l'Aube ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PCICP2022117-0022 du 27 avril 2022 portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Jean-François HOU, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-DIR-2023-356-001 du 22 décembre 2023 portant subdélégation de signature à M. Laurent BOULLANGER, chef du service agriculture et espace rural, ou en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Sylvette GUBLIN, adjointe au chef de service ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 2023/264 du 19/06/2023 fixant le seuil d'agrandissement significatif ;

Vu la demande d'autorisation au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime présentée par la société SARL BIO'SEINE (SIREN 792199432) du 01/02/2024 ;

Vu l'avis favorable de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural de l'Aube du 19/03/2024 .

Considérant que l'opération n'aboutit pas à une augmentation des surfaces contrôlées par le bénéficiaire ;

Considérant que le bénéficiaire final détenait déjà 50 % de la société cible avant opération ;

Considérant que la présente opération est directement liée à l'opération de cession de parts portant sur la SARL BIO'SEINE pour laquelle le bénéficiaire final a déjà obtenu un avis favorable de la SAFER ;

ARRÊTE

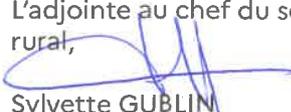
Article 1^{er} : L'autorisation n° OS 10 24 0229 01 au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime est accordée à M. COUSIN Etienne.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **26 MARS 2024**

Pour la préfète, par délégation,
le directeur départemental des territoires,
par subdélégation
L'adjointe au chef du service agriculture et espace
rural,


Sylvette GUBLIN

Direction départementale des territoires

DDT-SAER 2024086-0004 - Arrêté du 26 mars
2024 portant autorisation au titre de l'article
L.333-3 du code rural et de la pêche maritime de
prise de contrôle de la société SCEV
CHAMPAGNE DIDIER LANGRY.

Arrêté préfectoral n° 2024 086 - 0004
**portant autorisation au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime de prise de
contrôle de la société SCEV CHAMPAGNE DIDIER LANGRY**

La préfète du département de l'Aube

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivants ;

Vu le décret du 30/03/2022 portant nomination de Cécile DINDAR en qualité de préfète de l'Aube ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PCICP2022117-0022 du 27 avril 2022 portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Jean-François HOU, directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDT-DIR-2023-356-001 du 22 décembre 2023 portant subdélégation de signature à M. Laurent BOULLANGER, chef du service agriculture et espace rural, ou en cas d'absence ou d'empêchement, à Mme Sylvette GUBLIN, adjointe au chef de service ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 2023/264 du 19/06/2023 fixant le seuil d'agrandissement significatif ;

Vu la demande d'autorisation au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime présentée par la société SCEV CHAMPAGNE DIDIER LANGRY (SIREN 438701146) du 13/02/2024 ;

Vu l'avis favorable de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural de l'Aube du 19/03/2024 .

Considérant que l'opération aboutit à une restructuration d'un patrimoine familial sans modification des bénéficiaires finaux ;

Considérant l'opération n'entraîne aucun agrandissement des bénéficiaires finaux ;

Considérant que la présente opération est directement liée à l'opération de cession de parts portant sur la SCEV CHAMPAGNE DIDIER LANGRY pour laquelle le bénéficiaire final a déjà obtenu un avis favorable de la SAFER ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'autorisation n° OS 10 24 0240 01 au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la pêche maritime est accordée à M. LANGRY Didier et à Mme LANGRY Chantal.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **26 MARS 2024**

Pour la préfète, par délégation,
le directeur départemental des territoires,
par subdélégation
L'adjointe au chef du service agriculture et espace
rural,


Sylvette GUBLIN

Direction départementale des territoires

DDT-SAER 2024085-0001 - Arrêté du 25 mars
2024 portant sur la distraction du régime
forestier de parcelles propriétés de la commune
de BALNOT-SUR-LAIGNES.

Arrêté n°DDT-SAER-2024085-0001

**portant sur la distraction du régime forestier de parcelles propriétés de la commune
de BALNOT-SUR-LAIGNES**

La Préfète de l'Aube

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Forestier et notamment son livre I^{er} et ses articles L 211-1, L 213-1 et L 221-3

VU la délibération du conseil municipal de la commune de BALNOT-SUR-LAIGNES en date du 10 janvier 2024 par laquelle elle demande la distraction du régime forestier de parcelles lui appartenant pour une surface totale de 2,1271 ha ;

VU le rapport d'opportunité du 29 janvier 2024 par lequel l'Agence interdépartementale Aube-Marne de l'ONF émet un avis favorable à la distraction du régime forestier des parcelles concernées ;

VU les éléments de l'enquête effectuée ;

VU l'arrêté n°PCICP2022117-0022 du 27 avril 2022 portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Jean-François HÔU, directeur départemental des territoires de l'Aube ;

VU l'arrêté n°DDT-DIR-2023-241-001 du 22 décembre 2023 portant subdélégation de signature en matière générale à Laurent BOULLANGER

CONSIDÉRANT que ces parcelles font ou ont fait l'objet d'un échange foncier avec les consorts GREMILLET ;

ARRÊTE

Article premier : distraction du régime forestier

Les parcelles cadastrales désignées ci-après, sont distraites du régime forestier :

Territoire communal	Section Cadastrale	Numéro Cadastral	Lieu dit	Contenance	
BALNOT-SUR- LAIGNES	WD	85	Fond de Gueule	00 ha 48 a 79 ca	
		89		00 ha 50 a 70 ca	
	ZE	467	Valenne	00 ha 00 a 56 ca	
		468		00 ha 15 a 37 ca	
		470		00 ha 00 a 38 ca	
		496		00 ha 96 a 91 ca	
	TOTAL				02 ha 12 a 71 ca

Article 3 : Le présent arrêté sera publié et affiché dans la commune de BALNOT-SUR-LAIGNES par les soins du Maire qui certifiera l'accomplissement de cette formalité. Cette décision sera en outre insérée au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département de l'Aube.

Article 4 : La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ; soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure www.telerecours.fr.

Article 5 : M. le Directeur départemental des territoires de l'Aube, Mme la directrice de l'Agence Interdépartementale Aube-Marne de l'Office National des Forêts, ainsi que M. le Maire de la commune de BALNOT-SUR-LAIGNES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Troyes, le 25 mars 2024

Pour la Préfète et par délégation,
La directrice adjointe,



Aline SIRE

Direction départementale des territoires

DDT-SEB-PREMA-2024082-0001 - Arrêté du 22 mars 2024 portant régularisation administrative du plan d'eau "Etang Cot-Franc" à Ville-sur-Arce, propriété de M. Jérôme Coessens.

**Arrêté n° DDT/SEB/PREMA 2024 082 - 0001
Portant régularisation administrative du plan
d'eau « Étang Cot-Franc » à Ville-sur-Arce**

La préfète de l'Aube

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi biodiversité du 08 août 2016 ;

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L214-1 à L214-6 et R432-5 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Madame Cécile Dindar, Préfète du département de l'Aube ;

VU l'arrêté du 17 décembre 1985 fixant la liste des espèces de poissons, de crustacés et de grenouilles représentées dans les eaux visées à l'article 413 du code rural ;

VU l'arrêté du 1er avril 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.7.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement (piscicultures d'eau douce mentionnées à l'article L. 431-6) et abrogeant l'arrêté du 14 juin 2000 ;

VU l'arrêté interministériel du 14 février 2018 modifié relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

VU l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant, publié le 6 avril 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2022117-0022 du 27 avril 2022 portant délégation de signature en matière générale à M. Jean-François Hou, directeur départemental des territoires de l'Aube ;

VU la visite conjointe réalisée par la DDT et Monsieur Coessens le 07 février 2024 ;

VU la demande de reconnaissance d'antériorité déposée par Monsieur Coessens propriétaire de l'étang en date du 06 février 2024 modifiée le 15 février 2024 ;

VU l'avis favorable du propriétaire sur le projet d'arrêté en date du 14 mars 2024 ;

VU l'avis favorable de l'Office français de la biodiversité sur le projet d'arrêté en date du 13 mars 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'étang a bénéficié de l'antériorité dans le cadre de l'article L. 214-6 du code de l'environnement;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'édicter des prescriptions spécifiques afin de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et la préservation des milieux aquatiques;

ARRÊTE

Article premier : Objet de l'autorisation

Le présent arrêté régleme les « activités, installations, ouvrages, travaux » du plan d'eau dit « Étang Cot-Franc » sis à Ville-sur-Arce.

Les ouvrages consécutifs de l'aménagement sont soumis à L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies à l'article R 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1°) dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha : Autorisation 2°) dont la superficie est supérieure à 0,1 ha et inférieure à 3 ha : Déclaration	Déclaration	Arrêté du 9 juin 2021
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L 431-6 du code de l'environnement	Déclaration	Arrêté du 1er avril 2008

Si des travaux sont nécessaires pour la régularisation de ce plan d'eau, ils devront être réalisés dans un délai de 3 ans à partir de la notification du présent arrêté. Au terme de ce délai, il pourra être procédé, à l'initiative de l'administration, à un contrôle sur place de la réalisation des travaux.

Lors de la réalisation de l'installation, de l'ouvrage ou des travaux, dans leur mode d'exploitation ou d'exécution, le propriétaire ou l'exploitant ne doivent en aucun cas dépasser les seuils de déclaration ou d'autorisation des autres rubriques de la nomenclature sus-visée. Tout changement notable des éléments du dossier doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Aube qui peut exiger le dépôt d'un nouveau dossier.

La présente autorisation est personnelle et incessible sauf autorisation préfectorale, à solliciter au moins deux mois avant la cession de ce bien. L'absence de notification de la cession de cet ouvrage par le propriétaire pourra entraîner la déchéance de la présente autorisation.

Sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 214-4-II du code de l'Environnement, l'autorisation est accordée à compter de la date de notification du présent arrêté.

Faute par le propriétaire et ou l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté dans les délais impartis de 3 ans, le Préfet pourra, après mise en demeure réalisée conformément à l'article L 171-7 du code de l'Environnement, suspendre l'exploitation de l'ouvrage, voire imposer son effacement, jusqu'à l'exécution des conditions imposées, et prendre les mesures conservatoires nécessaires aux frais du propriétaire.

Article 2 : Description de l'installation existante

Le plan d'eau est situé sur la commune de Ville-sur-Arce.
Parcelle cadastrale : section ZE parcelle 110

Année de création : 1995.

Superficie du plan d'eau : 0 ha 17 a 93 ca, composé de 2 bassins 0 ha 11 a 22 ca et 0 ha 06 a 71 ca
Superficie totale de la parcelle : 3 ha 22 a 14 ca

Dénomination : Étang Cot-Franc

Le plan de localisation et ses caractéristiques sont annexés au présent arrêté.

Le premier bassin est alimenté par les eaux de ruissellement, et une source. Le deuxième bassin est alimenté par le premier via une surverse intermédiaire de diamètre 400 en béton.

La surverse aval (passage à gué) sera remplacée par un dalot béton, muni d'une grille fixe et permanente dont les barreaux seront verticaux et espacés au maximum de 10 mm.

L'exutoire des eaux du plan d'eau, y compris les surverses, sont classés cours d'eau, ainsi que l'Arce située à 850 m en aval qui est une rivière de 1ère catégorie.

Article 3 : Dispositions relatives à l'exploitation du plan d'eau

Les organes du système de trop plein sont entretenus et régulièrement contrôlés.

Les grilles situées en aval du plan d'eau sont entretenues et conformes à la réglementation en vigueur. Elles ne doivent pas permettre le passage dans le milieu naturel des individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, non représentées sur le territoire français, et des espèces exotiques envahissantes. Ceux-ci sont détruits dans les meilleurs délais.

En cas de présence de plantes exotiques envahissantes, ces dernières sont détruites par divers moyens adaptés et respectueux des enjeux environnementaux.

L'exploitant est tenu d'entretenir et de maintenir en bon état de fonctionnement le plan d'eau, les ouvrages et les abords. Hors entretien courant, le service chargé de la police de l'eau est tenu informé des dates de réalisation des opérations d'entretien significatives au moins quinze jours avant leur démarrage, sauf dans les cas où l'urgence impose une intervention immédiate.

Article 4 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objets du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande de régularisation non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 5 : Déclaration des incidents ou accidents

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle, le propriétaire ou l'exploitant prennent immédiatement toutes les dispositions nécessaires, pouvant aller le cas échéant jusqu'à l'interruption des travaux ou la suspension de l'exploitation, afin de limiter les effets sur le milieu, et d'éviter qu'ils ne se reproduisent. Ils informent également dans les meilleurs délais le Préfet du département et le Maire de la commune concernée.

Le propriétaire et/ou l'exploitant sont tenus responsables des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article 6 : Accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge de missions de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux activités, installations, ouvrages ou travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 7 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 : Activités piscicoles

Si le bénéficiaire de l'autorisation ou le déclarant souhaite empoissonner le plan d'eau, les poissons introduits doivent provenir de piscicultures agréées en application de l'article L. 432-12 du code de l'environnement et respecter les dispositions de l'article L. 432-10 du même code, relatives aux interdictions et aux contrôles des peuplements ainsi que l'ensemble des dispositions sanitaires applicables.

Le propriétaire ou l'exploitant sont tenus de respecter les dispositions fixées par l'arrêté de prescription générale du 1^{er} avril 2008.

La gestion piscicole est conforme avec le PDPG (Plan Départemental pour la Protection des milieux aquatiques et la Gestion des ressources piscicoles) en vigueur.

Toutes les opérations liées à l'activité de pisciculture sont sous la responsabilité du propriétaire ou de l'exploitant.

Article 10 : Gestion des espèces réglementées

En cas de présence avérée des espèces listées à l'article R432-5 du Code de l'environnement et susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques, ou mentionnées dans l'arrêté interministériel du 14 février 2018 modifié relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain, le propriétaire ou l'exploitant doit en informer dans les plus brefs délais les services en charge de la Police de l'Eau (DDT et OFB).

Après échanges avec le propriétaire ou l'exploitant, des instructions spécifiques validées par les services de la Police de l'Eau (DDT et OFB) seront mises en place. Toutes les précautions devront être prises lors de l'exécution des opérations de pêche pour empêcher de laisser s'échapper, dans les eaux libres, des individus des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ou des espèces exotiques envahissantes.

Parallèlement, l'introduction et la conservation des espèces non listées dans l'arrêté du 17 décembre 1985 fixant la liste des espèces de poissons, de crustacés et de grenouilles représentées dans les eaux est interdite. Les individus récoltés seront gérés conformément à la réglementation en vigueur.

L'introduction dans les plans d'eau de carpes Amour Blanc (*Ctenopharyngodon idella*) qui peuvent entraîner une dégradation de la flore, de la faune et de la qualité de l'eau est soumise à autorisation préalable.

Les esturgeons sont interdits d'introduction.

Toute présence avérée d'espèces interdites doit être suivie par la mise en place d'un plan de gestion, qui aura pour but l'éradication de ces espèces. La durée du plan de gestion doit être validée par les services en charge de la Police de l'eau (DDT et OFB).

De façon générale, les mesures nécessaires à la destruction totale de ces espèces non autorisées devront être mises en place par les propriétaires ou l'exploitant de l'ouvrage. Les frais liés à l'opération seront à leur charge.

Un suivi des espèces exotiques envahissantes sera réalisé à chaque fin de période de pêche et transmis aux services en charge de la police de l'eau.

Article 11 : Conformité, contrôle de l'installation et dispositions diverses

Si le plan d'eau reste en assec pendant une période supérieure à deux ans consécutifs, le propriétaire ou l'exploitant du plan d'eau doivent en faire la déclaration au Préfet au plus tard un mois avant que la période de 2 ans ne soit effective. Le Préfet peut décider que la remise en eau sera subordonnée à une nouvelle autorisation et étude d'incidence dans les cas prévus à l'article R. 214-47 du code de l'Environnement.

Les prescriptions du présent arrêté et des arrêtés de prescription générales, tout comme les contrôles éventuels effectués par les services en charge de la Police de l'eau (DDT et OFB), ne sauraient avoir pour effet d'exonérer le propriétaire ou l'exploitant de leur responsabilité, qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne la conception et la réalisation des ouvrages que leur entretien et leur exploitation.

Le propriétaire ou l'exploitant ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni à un dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, les services en charge de la Police de l'eau (DDT et OFB) reconnaissent nécessaire de prendre des mesures qui les privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent arrêté.

Tous les apports dans l'étang (engrais organique ou minéral, produit sanitaire, ...), hors amendements, seront soumis à l'accord des services en charge de la Police de l'eau (DDT et OFB).

Le présent arrêté ne porte pas autorisation de baignade dans le plan d'eau.

Article 12 : Cessation définitive d'exploitation

En cas de cessation définitive d'exploitation et d'absence prolongée d'entretien du plan d'eau, le propriétaire procédera au rétablissement des écoulements naturels tels qu'ils existaient antérieurement, à l'isolement des ouvrages abandonnés, afin de prévenir tout danger pour la salubrité et la sécurité publique.

Article 13 : Information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de La Ville-sur-Arce pour affichage pendant une durée minimale de un (1) mois.

Article 14 : Exécution

- Monsieur le Secrétaire général, sous-préfet de l'arrondissement de Troyes,
- Monsieur le Maire de la commune de Ville-sur-Arce,
- Le Directeur départemental des territoires de l'Aube,
- Le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Aube,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube, et dont une copie sera adressée :

- Au chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité,
- À Monsieur le Président de la Fédération de l'Aube pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Troyes, le

22 MARS 2024

Pour la préfète de l'Aube,
Le Directeur Départemental des Territoires



Jean-François Hou

Voies et délais de recours

Dans le délai de 2 mois, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de l'Aube, 2 Rue Pierre Labonde 10025 TROYES Cedex ;
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires - 246 Boulevard Saint-Germain - 75007 PARIS ;

Le silence de l'administration vaut rejet implicite de cette demande au terme du délai de deux mois.

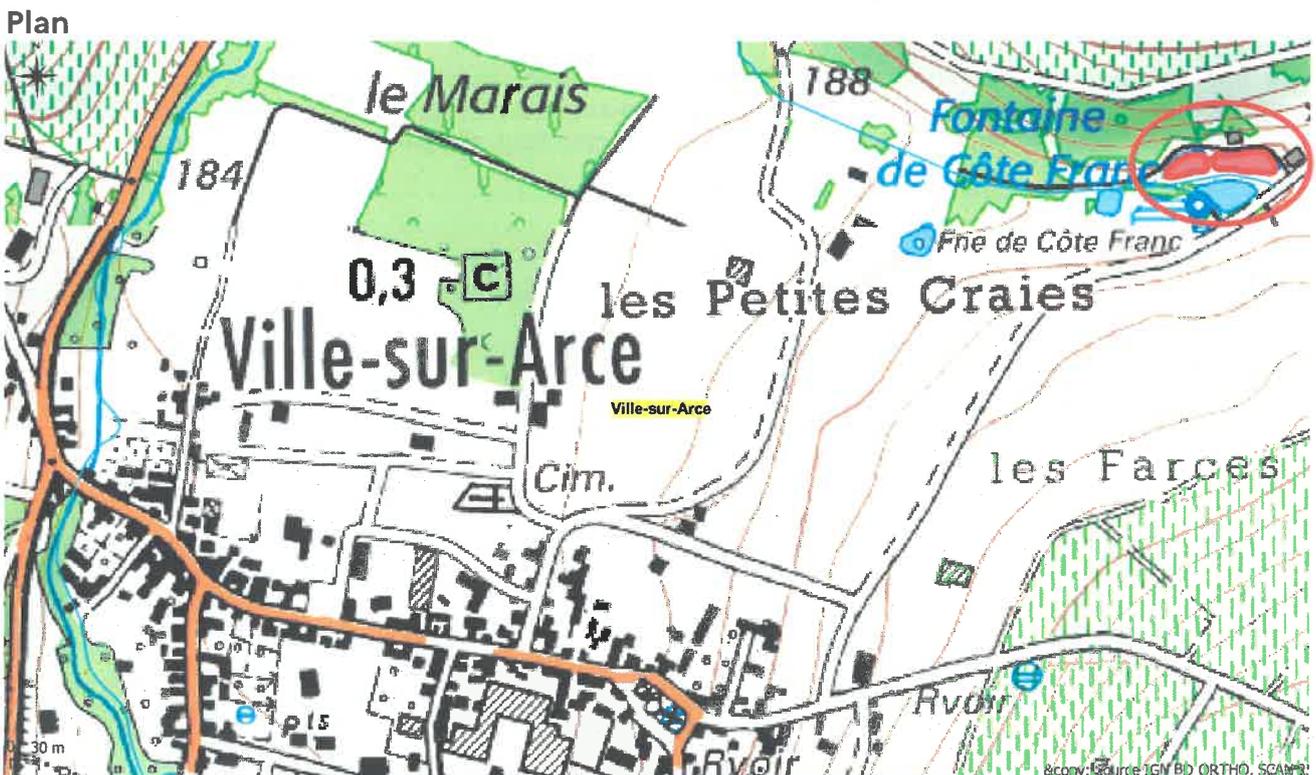
Ce recours administratif a pour conséquence de prolonger de deux mois, le délai de recours contentieux.

Par ailleurs, cette décision peut être susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif 25 rue du Lycée 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE)

Le délai de recours est de deux (2) mois pour le permissionnaire et de un (1) an pour les tiers. Ce délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Il peut être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr.

Annexe à l'arrêté n° DDT/SEB/PREMA-2024 082 - 0001 Portant régularisation administrative du plan d'eau dit « Étang Cot-Franc » à Ville-sur-Arce



Préfecture de l'Aube - 2, rue Pierre Labonde - 10025 Troyes Cedex - Tél : 03 25 47 35 00
www.aube.gouv.fr